

L'école obligatoire en question

Autor(en): **Schindler, D. / Poggia, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse**

Band (Jahr): **55 (1982)**

Heft [5]

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-852070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'école obligatoire en question

Où en est-on avec les problèmes et les réformes scolaires dans les pays de l'OCDE?

D. Schindler / E. Poglia

Zusammenfassung

Gerade im jetzigen Zeitpunkt, in dem die Diskussion um die Ziele und Methoden unser Schulen an Aktualität wieder gewinnt (z. B. SIPRI-Projekt der EDK), scheint uns ein Blick auf die ersten Resultate einer OECD-Studie über die obligatorische Schulzeit besonders interessant zu sein. Wir konzentrieren uns dabei auf die Entwicklung der Konzeptionen und der Praxis im Schulbereich der westlichen Mitgliedsländer.

Die Unterschiede zwischen den Bildungssystemen der einzelnen Länder sind augenfällig. Trotz aller Unterschiede lässt sich aber dennoch eine gewisse Einheitlichkeit aufzeigen. Ein Beweis dafür liefert die Gleichartigkeit der Fragestellungen, die sich beispielsweise beziehen auf

- die Verbindung zwischen Vorschule und Primarschule
- die Schuldauer in den verschiedenen Schulstufen und -abteilungen sowie die Probleme des Uebertritts und der Kontinuität
- die Struktur der Sekundarstufe (heterogene oder homogene Abteilungen usw.)
- die schulische Integration oder die gesonderte Behandlung von Minoritätengruppen (Behinderte, Ausländerkinder usw.)
- das vermeintliche Sinken der Unterrichtsqualität
- die Infragestellung der Rolle der Lehrkräfte und die Sicherheit ihres Arbeitsplatzes
- den Einfluss der demographischen Entwicklung und der Wirtschaftskrise.

Der sich aus dem kurzen Ueberblick ergebene Eindruck ist der, dass die gegen Ende der sechziger Jahre eröffneten Reformperspektiven aufrechterhalten bleiben, dass aber die Haltung des Reformers zunehmend weniger «militant» und gleichzeitig realitätsbezogener geworden ist.

I. Introduction

1.1 *L'école en Suisse et l'expérience des autres pays*

Le projet SIPRI, que la Conférence des Directeurs des Départements de l'instruction publique, en coopération avec les enseignants, a mis sur pied en vue d'examiner les problèmes qui se posent à l'école primaire, est entré dans sa phase opérationnelle. D'autre part, ces dernières années, plusieurs cantons ont procédé à des expérimentations et à des réformes plus ou moins importantes, touchant les structures, les programmes, et les méthodes de l'école obligatoire.

La discussion sur l'opportunité ou non des réformes scolaires et en général sur les problèmes scolaires touche des couches de plus en plus larges de la population. L'école devient ou redevient un enjeu majeur.

A l'heure actuelle le consensus règne en Suisse sur la nécessité pour l'école obligatoire de s'adapter aux situations et aux particularités cantonales et locales. A l'encontre de certaines tendances du début des années 70, on remarque actuelle-

ment en Suisse un mouvement de «recentrage» sur nos propres réalités éducatives. Ce mouvement nous a, dans certains cas, fait oublier que nous participons, de gré ou de force, non seulement aux développements économiques et technologiques des pays occidentaux mais aussi à leurs évolutions culturelles et idéologiques. Et les réflexions sur l'école sont au centre de celles-ci . . .

Pour toutes ces raisons nous avons jugé utile, à l'occasion de la publication d'un rapport intermédiaire du Comité de l'Éducation de l'OCDE, synthétisant de nombreuses contributions de pays membres, d'extraire et de vous présenter ici quelques données et réflexions sur l'école obligatoire des pays qui se trouvent dans une situation politique et sociale semblable à la nôtre. Il est évident que nous ne pouvons pas toucher ici ni à tous les problèmes scolaires tels qu'ils sont vécus et discutés dans les différents pays, ni même aux aspects qui sont été pris en considération par l'étude de l'OCDE (des questions importantes telles que le rapport entre école et parents, la surcharge des élèves, ne seront, par exemple, pas abordées).

1.2 Une remise en question globale du rôle de l'école

Si l'importance d'un enseignement obligatoire, assuré par «l'école», n'est pas remis en cause, celle-ci reçoit de toute part (parents, élèves, employeurs, milieux politiques et syndicaux, presse, etc.) des critiques parfois vives quant à sa fonction et son rôle dans la société d'aujourd'hui. Les commentaires que l'on retrouve à ce sujet dans les rapports nationaux qui sont à la base de cette synthèse nous en donnent quelques exemples:

Belgique

. . . «l'opinion publique est actuellement plutôt critique vis-à-vis de l'école et de ceux qui y oeuvrent, critique vis-à-vis du contenu de l'enseignement, des méthodes pratiquées, des résultats obtenus et de la valeur des diplômes délivrés. Critique aussi vis-à-vis de cette situation dans laquelle les jeunes qui ont réussi à obtenir un diplôme ne trouvent pas d'emploi correspondant, voire pas d'emploi du tout.»

Pays-Bas

. . . «Le système d'enseignement obligatoire existant est cependant critiqué – et quelquefois très sévèrement – les principaux reproches portant sur les points suivants:

Pour la gauche (FNV: Fédération des syndicats néerlandais, Pvdv: parti travailliste, enseignants «progressistes», etc.):

- (a) la structure dualiste du système d'enseignement qui se répartit entre l'enseignement général («Bildung») et l'enseignement professionnel («Ausbildung»), et sépare ainsi les activités intellectuelles de celles qui ont un caractère plus manuel;
- (b) Le contenu de l'enseignement lui-même, qui se répartit entre un certain nombre de matières pour la plupart sans lien entre elles ni avec la réalité sociale (la connaissance considérée comme une fin en soi a un effet démobilisateur).

Pour la droite (VNO: Fédération des industries néerlandaises, VVD: Parti libéral, les enseignants plus conservateurs, etc.);

- (a) uniformité et abaissement du niveau;
- (b) les jeunes qui quittent l'école, notamment les écoles du LBO manquent de compétence professionnelle;
- (c) «endoctrinement gauchiste».

Royaume-Uni

Depuis quelques années, le niveau de l'enseignement dispensé a fait l'objet de «quelques critiques de la part des journalistes et des employeurs qui ont fait valoir que les programmes scolaires n'accordaient pas une place assez importante aux connaissances et aptitudes de base mais étaient en revanche encombrés de matières accessoires, que les enfants n'apprenaient pas à l'école à consentir un effort soutenu, enfin que le système d'enseignement n'accordait pas une importance suffisante aux faits économiques et à l'industrie».

Etats-Unis

«Son rôle (de l'école) dans la société, le niveau auquel devraient être prises la décision qui la concernent, le rôle que devraient jouer les élèves, les enseignants, les administrateurs, les parents et les autres membres de la collectivité dans l'instruction de notre jeunesse soulèvent des questions fondamentales.»

1.3 Tradition et renouveau: deux attentes «contradictoires» vis-à-vis de l'école

D'une part,

«L'enseignement dispensé dans les écoles publiques devra contribuer à l'épanouissement des élèves en tenant compte de la diversité des principes moraux et des valeurs sociales adoptés par la société»

et d'autre part,

«La formation d'un jeune, sa culture ne sont pas nécessairement liées à la charge des programmes et des horaires; l'essentiel, pour celui qui vivra en l'an 2000, réside dans sa capacité à s'adapter, à exercer son esprit d'observation et son jugement.»

Ces deux extraits illustrent bien les deux attentes actuelles de la société vis-à-vis de l'école: qu'elle assure à la fois une intériorisation des valeurs sociales fondamentales d'une société et une faculté d'adaptation à l'évolution et aux changements de cette société. En d'autres termes, on lui demande, d'une part, de maintenir une certaine tradition d'enseignement (transmettre un savoir, des valeurs) et, d'autre part, de renouveler ses objectifs et ses méthodes (transmettre des savoir-faire, un savoir-être).

Face à ces deux attentes contradictoires, l'école doit alors essayer de trouver un point d'équilibre entre la stabilité et l'innovation.

La fin de cet article paraît dans le prochain numéro

Informationen

Oeffentliche und private Schulen

Diskussionsabend in Locarno legte die verschiedenen Meinungen bloss

gp. Nichts ist vollkommen und auch die verschiedenen Systeme an den öffentlichen wie privaten Schulen können es nicht sein, obwohl man sich, das muss anerkannt werden, auf diesem Sektor zweifellos Mühe gibt, den Anforderungen der Zeit gerecht zu werden.